

FONDATION
JEAN MONNET POUR L'EUROPE

FONDATION JEAN MONNET POUR L'EUROPE

LES CAHIERS ROUGES

Gret Haller

L'EUROPE UN ESPACE DE LIBERTÉ

Le rôle politique de l'individu
en des temps de nationalisme

Traduit de l'allemand par Béatrice Aubert

Avec des extraits de textes de Denis de Rougemont et d'Alfred Kölz

L'Europe - Un espace de liberté

 **ECONOMICA**

7-7
2 €



Table des matières

Introduction.....	1
Le nationalisme en Europe.....	3
L'Europe dans la mondialisation.....	4
L'invention d'une nouvelle figure étatique.....	6
L'avènement du citoyen.....	8
L'individualisation politique : condition de la démocratie.....	10
Différentes notions de « nation ».....	13
L'individualisation économique.....	14
Nationalisme et populisme.....	18
Culture juridique, étatique et politique.....	21
Un regard de l'Europe sur la Suisse.....	25
Une perspective historique.....	27
Denis de Rougemont 1965.....	27
L'accroissement de la souveraineté par son partage.....	49
Sur le fédéralisme : de la pratique à la doctrine politique.....	51
Une perspective juridique.....	55
Alfred Kölz 2002.....	55
La conception individualiste de la liberté issue de la pensée républicaine.....	67
Système gouvernemental et personnalisation.....	70
Démocratie directe.....	72
L'Etat social.....	75
La signification de l'individualisation politique pour l'Europe.....	77
La citoyenneté européenne dans les Etats qui ne sont pas (ou plus) membres de l'Union.....	79
L'individualisation politique considérée comme un processus.....	82

VI / L'Europe – Un espace de liberté

La dimension politique de l'Union européenne.....	86
L'avènement du citoyen européen	91
La liberté issue d'une coopération institutionnalisée.....	95
La culture politique suisse à la lumière de l'intégration européenne	99
Notes	104

Introduction

L'Europe est confrontée à un défi comparable à celui qu'elle avait déjà connu à la fin du XVIII^e siècle. La société souffrait alors d'une grave perte de confiance : la monarchie, la religion, le claudisme, ainsi que tous les autres critères fondés sur l'origine, avaient cessé d'être utiles. Ils ne suffisaient plus à fonder la confiance du peuple en un ordre étatique. Et cette confiance s'était tout particulièrement tarie à l'égard de ceux qui auraient pu l'établir.

C'est la pensée républicaine qui sut résorber ce sentiment d'insécurité. Cette pensée se concrétisa dans la forme de l'Etat national démocratique fondé sur l'existence de citoyens. Des citoyens qui coexistaient dans l'égalité, quelque différentes que fussent leurs origines. L'individualisation politique qui en résulta fut l'un des éléments décisifs du bouleversement qui a marqué cette époque.

Un autre élément décisif fut la vision d'une société orientée vers l'avenir. Auparavant, le sentiment d'appartenance était fondé sur l'origine. C'est dire qu'il était tourné vers le passé. Mais l'Etat national a substitué à cette orientation « passéiste » la promesse de la démocratie. Et cette nouvelle forme d'appartenance impliquait, à la fois, la confiance en la liberté que l'Etat garantissait à chaque citoyen et en la volonté commune des citoyens de prendre ensemble en mains les affaires de leur Etat. Les décisions démocratiques visent l'avenir et sont révisables en tout temps. Il faut bien qu'elles le soient, ne serait-ce que pour pouvoir tenir compte de développements futurs et des nouvelles conditions qui les encadrent. La démocratie est une forme d'Etat et de gouvernement ouverte sur l'avenir.

L'Europe vit aujourd'hui un débat portant sur les mêmes valeurs qui, à l'époque, avaient permis la création de l'Etat

national démocratique. Des courants nationalistes remettent de nouveau au premier plan le critère de l'origine. Ils réduisent l'individu à sa seule appartenance à un groupe religieux ou ethnique et vont jusqu'à donner de l'Etat une définition ethno-nationaliste (*völkisch*). Et, pour l'avenir, ils substituent à l'orientation démocratique de l'ouverture une vision passéiste. Ce faisant, on peut même dire qu'ils régressent, allant jusqu'à remonter en-deçà de la grande percée de la fin du XVIII^e siècle. C'est pour cette raison que l'Union européenne fait face aujourd'hui à une double tâche : elle doit défendre, dans les Etats membres, la démocratie et l'Etat de droit contre les courants nationalistes ; mais elle doit aussi développer, au niveau de l'Europe, l'individualisation politique et l'ouverture sur l'avenir, sans pour autant affaiblir ces mêmes éléments au niveau de l'Etat national où, aujourd'hui comme autrefois, ils restent indispensables.

Une nouvelle figure étatique est en train de naître au niveau européen, une figure transcendant la notion d'Etat national tout en respectant les contours de l'individualisation politique et de l'ouverture sur l'avenir. A cet égard, on verra que la fondation, en 1848, de la Suisse en une république durable, la première en Europe, fournit d'étonnantes perspectives, même si ce qui s'est passé alors ne peut guère se transposer tel quel à l'époque actuelle.

Le nationalisme en Europe

Actuellement l'Europe se trouve, une fois de plus, aux prises avec le nationalisme, ce phénomène qui, jusqu'au milieu du siècle dernier, a entraîné le continent dans des guerres si nombreuses. Les nouveaux porte-parole du nationalisme recourent, pour le justifier, à divers scénarios-catastrophes qui mettent en cause l'immigration, l'exode de populations en fuite et le terrorisme. En usant volontiers de ces scénarios et de ces représentations menaçantes pour étayer leur idéologie, ils ne font que démontrer le caractère fallacieux et sommaire de leur méthode et de leurs réponses. Ce nationalisme ainsi attisé plonge ses racines dans les profonds bouleversements mondiaux qui ont suivi la fin de la guerre froide.

L'Europe n'est pas seule à avoir été profondément transformée par la chute du mur de Berlin. Une poussée sans précédent de mondialisation s'est produite sur l'ensemble de la planète, faisant par là même de nouveaux gagnants et de nouveaux perdants. De nouvelles puissances économiques en pleine ascension concurrencent dorénavant des pays qui, jusqu'alors, dominaient l'économie. L'immigration d'artisans et d'autres spécialistes bien formés crée, elle aussi, une nouvelle concurrence. A l'inverse, des places de travail se voient délocalisées dans des pays où les charges salariales sont moindres. En Europe, le marché unique, s'il a favorisé l'essor économique, a aussi créé de nouveaux rapports de concurrence qui dépassent les frontières nationales. Par ailleurs, le phénomène de la numérisation entraîne la disparition de secteurs professionnels entiers. Dans toutes les sociétés, ces changements, conjugués à d'autres, ont élargi le fossé entre les riches et les pauvres. Il en est résulté la peur, clairement perceptible dans certaines couches de la population, d'un déclin social.